

J'ai repris la lecture des différents rapports de ces dernières années et je constate qu'il y a une certaine constance dans nos réalités partagées : les inégalités sont de plus en plus importantes et des mondes en strates vivent en réalités séparées et même s'écartent de plus en plus.

En 2005 je commençais mon rapport ainsi :

Cette année 2005 a été pour certaines et certains de nos concitoyens une année encore plus difficile que ne furent les précédentes, année faite de souffrance, de frustration et de renoncement, de violence et de déchéance, en effet aujourd'hui, nous constatons tous une augmentation croissante de la précarité et de la pauvreté.

Cette précarité sociale écarte et isole de plus en plus largement les personnes et à ce jour, avoir un travail n'est plus une condition suffisante pour ne pas connaître l'exclusion et la déserrance.

En 2006 j'écrivais :

Cette année encore a été riche en précarité pour les personnes que nous accueillons, accompagnons ou employons. Les chiffres ne traduisent pas les souffrances et les drames mais ils sont significatifs de l'exclusion dans un pays riche où 7 millions de personnes dont 2 millions d'enfants vivent en France sous le seuil de pauvreté et où l'on dénombre 1.3 millions de travailleurs pauvres dont une large majorité de femmes qui subissent des écarts de salaires et des temps partiels contraints.

En 2007 je notais:

En cette fin d'année 2007 quand je me retourne, avec vous, sur nos pas, je fais le constat que malgré la richesse des promesses des engagements médiatiques et des discours des décideurs, le quotidien s'aggrave pour des millions de personnes vivant sur notre territoire et que cette aggravation est porteuse de souffrance, de désespérance et parfois de révolte.

En 2008 je recommençais mon rapport ainsi :

Les personnes, dont nous partageons une part de vie, ont été confrontées à un contexte d'approfondissement d'une crise sociale économique et politique, contexte où les inégalités se creusent entre les plus pauvres et les plus riches, où la pauvreté se massifie touchant de plus en plus largement et profondément.

Et voilà que mon regard se porte sur 2009 avec la nécessité de répéter cet exercice de rédiger un rapport moral, rapport bilan et d'orientation mais, comment ne pas ressentir un peu de lassitude de si peu de morale sociétale en étant, comme vous et avec vous, confronté en permanence à des situations individuelles et collectives qui se dégradent.

D'être, ainsi, de plus en plus confronté à la misère, un mot dur à prononcer tant ça fait peur et tant ça crée un sentiment diffus d'angoisse, tant, comme une spirale, ça exclut encore plus...

Cette misère qui, au-delà du mot, est une sinistre réalité, qui comme une gangue de lave durcie recouvre la vraie richesse de l'humanité et plus près de nous, et sans angélisme, la richesse de ces femmes, hommes et enfants que nous côtoyons,

Misère qui dans notre monde est devenu petit à petit, insidieusement, comme pour la grenouille dont l'eau chauffe petit à petit pour finalement bouillir et la cuire sans qu'elle ne se débatte, une acceptation, une condition admise et normale, une sorte de statut social à contrat à durée indéterminée avec des gens à la rue, des personnes expulsées et un débat sur l'identité pour plier le tout.

Et ils nous disent encore et à longueur d'onde qu'il suffirait d'une volonté individuelle pour s'en sortir...que la faillite économique relève de la responsabilité des peuples qui vivent au-dessus de leur moyen, est-ce du seuil de pauvreté dont on parle ?

Sans conteste notre monde médiatique et instantané a perdu le sens de ce qu'est l'humanité, de la solidarité, le sens de la mesure et de la raison...

Ne constatez-vous pas combien parfois on peut être exigeant avec ceux qu'on accompagne alors que sont érigés des boucliers fiscaux, sociaux, identitaires, de classes ?

Cette société qui sanctionne par des lois réactives les parents qui oublient de l'être, des sans qui oublient leur nom et leurs papiers, des jeunes qui oublient l'espoir, leur lecture et leur orthographe et qui sont sans cesse contrôlés, même les chiens en oublient leur laisse...et sont instantanément, par une nouvelle loi impulsive, sanctionnés.

Notre société est littéralement à l'envers. On nous oppose de plus en plus dans notre secteur la rationalité, la rigueur de la froide organisation muée en de multiples processus évaluatifs, et ceci pour des résultats de plus en plus catastrophiques.

Et, petit à petit, nous intégrons ces principes et ces logiques d'économie et parfois de replis sur soi, sur son établissement, sur son secteur, sur son département...

Oui, n'en déplaise à certains, nous en sommes là car les politiques dans le domaine du social, du logement, de l'emploi sont en échec, là encore je me répète et en 2008 je disais déjà :

« Un contexte pourtant où les résultats ne sont pas à la hauteur des ambitions annoncées, un contexte d'exclusion, un contexte où les solidarités sont de moins en moins actives où les aidants citoyens et ou professionnels sont inquiétés,

Un contexte où les solutions promises peinent à voir le jour comme celle : « plus personne à la rue ou sans emploi... »

Certains pourraient m'objecter mais en quoi une approche lucide et politique de notre société concerne une fédération d'associations de plus en plus gestionnaires telle que la FNARS ?

Je réponds : « tout », car nos salariés, nos bénévoles tentent au quotidien de reconstruire, parfois rafistoler ce que notre société n'est pas en capacité de prévenir, ce que notre société défait en des logiques contradictoires mais volontaristes : ici on continue à expulser et ensuite il faut retrouver un logement quand dans le même temps on n'en construit pas suffisamment et que les budgets qui y sont consacrés diminuent... Là on licencie massivement, en premier les plus intérimaires et précaires et ensuite il faut élaborer un diagnostic, puis un projet afin de retrouver un emploi quand il n'y en a pas, que le chômage touche le monde du travail, Plus près, pour certains les plus fragiles qu'abritent la rue, les squats, ceux qui à coups répétés plient, plongent jusqu'à ne plus savoir qui ils sont, ceux qui exposés sont ainsi touchés par la maladie et qui, oubliant leur corps, ne prennent plus soin de rien...

Nos équipes souvent désespèrent de trouver la solution car l'économie de notre société repose sur cette logique qu'il faut payer le risque, et en bout de l'économie se trouvent le traitement social...et le travail social...

Au début, dans les années 70, nous étions des militants du social et nous avons l'espoir, et fier de notre engagement, nous prononcions souvent comme une incantation cette phrase « nous travaillons pour notre disparition ». Nous n'avons pas, 37 ans après, disparu, et l'œuvre est toujours sur le métier...

Alors que faire ?

Quand de la RGPP à la refondation on parle économie, technique, dispositifs, Là on s'interroge sur comment transformer un SAO en SIAO, ici quel statut pour une Maison de la Veille Sociale, ailleurs c'est l'évaluation qui est de mise, de questionnaires en indicateurs, d'études en rapports à peine sortis et déjà enterrés.. Mais entre nous, voyons-nous quelque chose changer fondamentalement ...

Nos questions sont légitimes simplement parce que ce sont les nôtres, elles sont simples et récurrentes, nos questions marquent nos doutes mais, comment ne pas douter tout en espérant, dans un secteur en crise où l'économique balaye de plus en plus les valeurs humanistes, nos valeurs associatives, secteur dans lequel on n'échappe plus à la concurrence non faussée...aux entreprises à buts lucratifs...

Nous cherchons à tâtons des réponses, confrontés que nous sommes à une réalité qui se défile, comme ces marcheurs de Paris à Nice sans papiers, pris dans cette aventure incertaine d'être reçus le 1er juin lors d'un sommet réunissant des gouvernements africains, qui me demandaient si cette marche allait changer les choses pour eux et s'ils allaient, plus au Sud, au bout de leur voyage, avoir des papiers...

L'espoir n'est ce pas déjà de marcher ensemble, d'apprendre des solidarités tant on sait que le résultat est aléatoire et jamais garanti...

N'en est t'il pas de même pour nous, ne devons nous pas, au sein de notre fédération, croire dans nos valeurs, dans notre intelligence joyeuse et collective et retrouver sens dans nos actes, dans nos engagements ?

Ne devons nous pas nous ouvrir plus encore aux autres, sortir le travail social du secteur social, en faisant appel à toutes les énergies et intelligences, en ouvrant nos instances, CA et bureau, à des salariés non cadres, à des citoyens usagers, à des personnes venant d'autres secteurs, à des syndicalistes ?

...Ouvrir car il devient évident que le travail social ne peut plus que reposer que sur les travailleurs et intervenants sociaux, la question nous dépasse quand c'est la société entière qui a besoin de soins...

Notre travail est éminemment politique car il impacte sur le vivre ensemble. Notre travail est en prise avec la gestion de la cité, souvent il occupe l'espace public, de la prévention spécialisée à la maraude et aux accueils de jour, alors soyons publiques et sortons de nos conciliabules, de nos débats d'experts et ouvrons notre réseau,

Certains me diront faisons de l'intra réseau ; mais le problème avec l'intra réseau c'est que c'est toujours du réseau. Il faut sortir du réseau qui crée du lien mais qui dans le même temps porte le risque, dans un sentiment d'appartenance, d'un repliement sur sa spécificité, sur sa seule activité.

Nous devons, en cette année 2010 largement entamée, poursuivre cette réflexion dans le cadre du projet fédéral mais au-delà, à partir de cette question simple mais complexe : savons nous ce que nous faisons, savons nous à quoi nous servons, quel sens a notre action et à quoi sert d'être plusieurs ?

Ainsi, ne faut-il pas revisiter le sens de notre présence ? Le travail social est l'affaire de tous, alors soyons tous et retrouvons au sein de notre fédération cet engagement militant qui a conduit à notre création ; le travail social est politique alors soyons politique et c'est le sens même de nos associations que d'avoir un vison sociétale.

Dans ce travail, l'engagement des adhérents dans les collectifs départementaux est majeur.

Nous avons développé des collectifs ACI et c'est un atout important pour les salariés en insertion mais le risque à terme est de créer, sur la seule base d'une activité et de ses logiques d'action, un réseau parallèle...un énième réseau.

Il ne faut pas non plus que les collectifs restent des réunions des directeurs d'un secteur, nous devons œuvrer pour que d'autres catégories de salariés y participent, des administrateurs et des bénévoles.

Il faut que les collectifs soient aussi des lieux d'apprentissage, pour de futurs administrateurs voire de futurs cadres de notre secteur, des lieux, qu'ils étaient, d'essaimage d'une réflexion collective, des lieux de promotion.

Je sais que cela n'est pas simple et que cet engagement quotidien demande du temps et de l'énergie à ceux qui s'y consacrent mais cette ouverture n'est pas que nécessaire, elle est vitale pour notre réseau. Il suffit pour s'en convaincre de regarder la pyramide des âges de notre secteur où dans les 3 années à venir, nombre de cadres vont partir à la retraite et de plus, nous avons de plus en plus de difficulté à trouver des administrateurs.

Et surtout, il faut que notre réflexion s'enrichisse d'autres points de vues (au sens littéral du terme) car ces dernières années, les aspects économiques, de gestion et d'organisation de dispositifs ont pris trop de place...

Notre réseau doit conserver ce qui constitue sa force et sa militance, à savoir qu'il part toujours des Personnes, de leurs besoins et de leurs demandes, et qu'il n'est pas replié sur des positions conservatrices qui maintiendraient coûte que coûte des dispositifs et des pratiques qui n'auraient plus cours.

Nous devons être vigilants à ce que nos associations et donc la FNARS continuent à prendre partie dans la vie de la cité et ne deviennent pas, faute de forces, des organismes gestionnaires pris uniquement et ponctuellement dans des logiques économiques.

C'est la tentation dans cette crise profonde où on peut, à trop être plié, voir replié sur la tâche quotidienne et l'urgence, perdre la ligne d'horizon et ainsi le sens même du rôle et de l'existence historique et singulier des associations dans notre pays.

Nos associations, établissements, services, chantiers sont autant de lieux d'apprentissage de la citoyenneté du vivre ensemble, de l'égalité et de la fraternité. Ensemble, retrouvons un peu de militance, promouvons la solidarité, impliquons les mouvements associatifs, les citoyens de nos quartiers d'implantation, ouvrons nos structures à et sur leur environnement...

Nous devons engager notre énergie à maintenir dans notre réseau, par une pensée et une culture sans cesse mieux construite et partagée, une intelligence collective et surtout critique en ne revendiquant pas le seul statut de partenaire des décideurs et des financeurs publics.

Gardons cette indépendance et cet esprit éclairé qui fassent que nous puissions avoir un regard lucide sur notre société, sur les politiques publiques afin que nous soyons toujours en mesure de faire des propositions porteuses d'avenir pour les plus exposés d'entre nous, mais aussi avec eux, pour nous même...

Je vous remercie fraternellement...

Patrick BEDIAT, Président